

## ENREGISTREMENT VIDEO DU VP BARROT POUR LE COLLOQUE SUR LA CITOYENNETE EUROPEENNE ET LA PROTECTION SOCIALE

### **REMERCIEMENTS**

Je ne peux malheureusement être à vos côtés pour ce colloque sur la citoyenneté européenne et la protection sociale, mais je veux par ce message exprimer toute l'importance que j'attache à ce dossier.

Je tiens tout d'abord à remercier

- le Comité Economique et Social,
- La Plateforme Européenne des Institutions de Protection Sociale (ESIP),
- l'École Nationale Supérieure de la Sécurité Sociale,
- et la Présidence Française de l'Union

d'avoir organisé cet événement.

### **INTRODUCTION**

- Ces 20 dernières années, l'UE a avancé à pas de géant. Nous avons *transformé l'essai du marché intérieur*, nous avons réussi à *abolir nos frontières internes avec l'espace Schengen*; nous avons également créé une *monnaie unique*, et nous avons consolidé, avec la *directive sur la libre circulation*, le droit pour tous les citoyens de l'UE et pour leurs familles de circuler et séjourner librement sur le territoire de tous les Etats Membres!
- Améliorer la situation concrète des citoyens Européens a toujours été une priorité de l'Union Européenne. En témoignent *la Politique Régionale* qui a favorisé le développement économique et réduit les inégalités entre les régions et entre les Etats membres, *la lutte contre la discrimination*, ou *la promotion de l'égalité homme-femme* pour laquelle la Commission a toujours été aux avant-postes!
- Cependant, l'UE ne peut s'endormir sur ses lauriers. Ces succès indiscutables créent de nouveaux défis que nous devons relever au plus vite. La création d'une Europe sociale, c'est-à-dire d'un espace dans lequel les citoyens européens puissent *circuler et séjourner tout en étant protégés*, constitue justement l'un de ces défis. Il faut en effet assurer l'équilibre financier des régimes de protection, tout en garantissant un degré élevé de protection.

## ***LA DEFII DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE SOCIALE***

- Renforcer la citoyenneté est un défi crucial pour l'avenir de l'Union Européenne.
- ***8 millions de citoyens européens*** (sur un total de 490 millions) résident actuellement dans un Etat membre qui n'est pas le leur pour étudier, travailler, rejoindre leur conjoint ou passer leur retraite. Les citoyens européens peuvent non seulement séjourner dans un Etat membre, mais également voter et se porter candidats lors des élections européennes et locales. En outre, le principe de l'égalité de traitement leur permet de bénéficier, à de rares exceptions près, du même degré de protection sociale que dans leur Etat membre d'origine.
- Certes, certains s'inquièteront d'un ***prétendu dumping social***, soit-il importé par un plombier polonais ou ***par des entreprises ne respectant pas les conventions collectives*** quand elles prêtent des services dans un autre Etat membre. D'autres s'inquièteront ***du tourisme médical***, des déséquilibres financiers ou bien du ***droit de séjour permanent***.
- A ces questions, l'Union apporte déjà des réponses:
  - la directive sur le détachement des travailleurs qui neutralise les risques de dumping social et protège les travailleurs détachés,
  - la coordination des systèmes de sécurité sociale, en place depuis de nombreuses années à travers des règlements qui facilitent la libre circulation de millions d'assurés;
  - Et bien sûr, la Directive sur la libre circulation et le séjour des citoyens qui autorise le séjour des citoyens européens lorsqu'ils ont un emploi (en tant que salarié ou en tant qu'indépendant) dans l'Etat membre d'accueil, ou s'ils disposent de ressources suffisantes et d'une assurance médicale complète. Ceci afin qu'ils ne deviennent pas – je cite ici la Directive - "une charge pour le système social".

## ***DES DEFIS QUI EXIGENT DAVANTAGE D'INTEGRATION DANS LE DOMAINE SOCIAL***

- Mais le défi de l'Europe sociale sera-t-il pour autant relevé avec les outils dont nous disposons actuellement? Non: d'autres actions seront nécessaires, car ce chantier est ambitieux et il n'en est qu'à ses débuts!
- Le Traité de Lisbonne va nous apporter de nouveaux outils pour répondre à ces questions, comme *l'institutionnalisation du dialogue social, la clause sociale horizontale* et bien entendu, *les droits inscrits dans la Charte des Droits Fondamentaux*. J'espère de tout cœur que le Traité entrera en vigueur au plus vite, car il rendrait l'UE plus proche des citoyens et plus sociale.
- La Commission, sous l'impulsion de mon collègue Vladimir Spidla, a publié récemment son *Agenda Social renouvelé*. Cette communication décrit les prochaines initiatives que la Commission prendra, notamment dans le domaine de la mobilité qui vous intéresse tout particulièrement.

Je salue l'organisation de cette conférence, c'est une excellente initiative. Je serai heureux de recevoir vos conclusions et vos idées qui serviront à esquisser les contours d'un Pacte Social Européen, garantissant les droits sociaux à tout citoyen résidant sur le territoire de l'UE. Ces temps de crises démontrent encore une fois la validité et l'actualité de cette Europe sociale que nous souhaitons. Relevons ce défi avec enthousiasme, en y voyant une opportunité de faire avancer cette solidarité et cette fraternité qui font partie de notre idéal européen.

Merci.